

Accord national

ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

(16 septembre 2005)

**AVENANT N° 5 DU 5 FÉVRIER 2007
À L'ACCORD NATIONAL DU 16 SEPTEMBRE 2005
RELATIF À LA PRÉVOYANCE
NOR : AGRS0997060M**

Article 1^{er}

Au titre II « Enseignants relevant du régime ordinaire de la sécurité sociale », l'article 6.5 est remplacé par :

« 6.5. Reprise du travail à temps partiel pour des raisons de santé

Lorsqu'un enseignant reprend une activité à temps partiel pour raison de santé attestée par certificat médical, l'organisme de prévoyance verse l'indemnité prévue au présent article, limitée à la différence entre :

- d'une part, la garantie des revenus déterminée à la date d'arrêt de travail, revalorisée dans les conditions prévues par le présent accord ;
- d'autre part, le traitement versé par l'Etat au titre de l'activité partielle du salarié,

et, le cas échéant, le montant des indemnités journalières versées par la sécurité sociale ou de la pension d'invalidité.

Dans ce cas, la garantie de revenus passe de 92 % à 100 % du traitement net de référence. »

Article 2

L'article 6.5 de l'accord devient l'article 6.6.

Article 3

Au titre II « Enseignants relevant du régime ordinaire de la sécurité sociale », le deuxième alinéa de l'article 7 « Invalidité temporaire » est remplacé par :

« En cas d'invalidité permanente, totale ou partielle reconnue et indemniée comme telle par la sécurité sociale, il est versé mensuellement une rente de prévoyance d'un montant brut forfaitaire garantissant à l'enseignant une

indemnisation nette correspondant à 100 % du traitement net afférent au traitement brut de référence tel que défini à l'article 3, y compris la pension d'invalidité de la sécurité sociale et la rémunération d'une éventuelle activité professionnelle réduite. »

Article 4

Cet avenant est applicable au 1^{er} janvier 2007.

Article 5

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes.

Il sera déposé au tribunal de grande instance de Paris. Il sera transmis aux ministres chargés de l'éducation et de l'agriculture, pour extension à l'ensemble des établissements concernés.

Fait à Paris, le 5 février 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FFNEAP ;
FNOGEC ;
SGEC ;
SNCEEL ;
SYNADEC ;
UNEAP ;
UNETP ;
SYNADIC.

Syndicats de salariés :

FEP CFDT ;
FN SPELC ;
SYNEP CFE-CGC ;
SNEC CFTC.